

LE MONDE



L'EAU

SOURCE DE VIE

Un puits au village et les filles peuvent enfin aller à l'école — p. 4

TENSIONS Le retour de Tchadiens dans leur pays crée des tensions avec la population — p. 9

AGROBUSINESS Une initiative internationale privatise l'agriculture africaine — p. 13

L'eau – source de vie



4 Niger : de l'eau à 300 mètres de profondeur
L'eau coule aujourd'hui, mais cela n'a pas été facile



6 Colombie : ensemble contre la sécheresse
Une meilleure gestion de l'eau à l'initiative des paysans



7 Une denrée rare en chiffres
Qui utilise le plus d'eau, et pour quoi faire ?

AIDE D'URGENCE

8 Pas de revenus, pas d'issue
Les petits paysans indiens ont repris espoir grâce à SWISSAID

RÉFUGIÉS

9 Pour une cohabitation apaisée
Médiation et conseils pour faciliter la vie des locaux et des réfugiés au Tchad

NOUVELLES

10 En bref
75 organisations et 36 000 personnes se mobilisent pour l'aide au développement

GRAND ANGLE

11 Paix en Colombie
Un autre regard sur la réalité des pays où SWISSAID est présente

BREVETS

12 Les autorités se renvoient la balle
Une décision est attendue sur le brevetage des plantes

FORUM

14 Festival Cinémas d'Afrique
SWISSAID organise un débat à l'issue d'un film qu'elle parraine

5 QUESTIONS À ...

15 Claudia Käslin
Pourquoi a-t-elle conservé un lien si étroit avec le Tchad ?

PLACE DU MARCHÉ

16 Nouveau : le retrouve-clés
Vous avez perdu vos clés ?
On vous les renvoie par la Poste

Editeur : SWISSAID, Fondation suisse pour la coopération au développement

Bureau de Berne : Lorystrasse 6a, 3000 Berne 5, téléphone 031 350 53 53, rédaction 031 350 53 73, fax 031 351 27 83, courriel : info@swissaid.ch **Bureau de Lausanne :** Rue de Genève 52, 1004 Lausanne, téléphone 021 620 69 70, fax 021 620 69 79, courriel : info@swissaid.ch **Rédaction :** Pia Wildberger, Catherine Morand, Amandine Castillo **Rédaction photos :** Eliane Baumgartner **Traduction :** cb service, Lausanne **Couverture :** Bertrand Cottet/Strates **Conception et mise en page :** Crafft Kommunikation, Zurich **Impression :** Stämpfli AG, Berne. Imprimé sur papier FSC.

Le Monde SWISSAID paraît au minimum quatre fois par an. Une fois par année, un montant de 5 francs est déduit des dons à titre de taxe d'abonnement afin de pouvoir bénéficier du tarif postal réduit pour les journaux.

Compte postal : CP 30-303-5, **IBAN :** CH20 0900 0000 3000 0303 5, **BIC/SWIFT :** POFICHBEXXX

SWISSAID porte le label de qualité du ZEWO attribué aux institutions d'utilité publique. Il atteste d'un usage conforme au but, économique et performant des dons.

imprimé en
suisse



SWISSAID

L'eau, c'est la vie !

L'avez-vous remarqué ? Notre magazine a fait peau neuve et arbore désormais nos nouvelles couleurs, le bleu et le rouge. Mais loin de nous l'idée de changer une formule appréciée : vous trouverez toujours des articles sur les projets dans les pays où nous sommes présents, ainsi que sur nos principaux thèmes politiques. Nous laissons davantage de place aux photos, et avons modifié la police afin de garantir une meilleure lisibilité. Quelques nouvelles rubriques font également leur apparition. J'espère que cette nouvelle formule vous plaira ! Dans ce numéro, nous mettons l'accent sur l'eau. Alors qu'ici en Suisse, nous avons connu une véritable « saison des pluies », sous d'autres cieux, la sécheresse sévit. Dans les pays en développement, la pluie est vitale pour le bien-être des populations, de leurs animaux, et garantir de bonnes récoltes. Mais le changement climatique ainsi qu'El Niño sont devenus une menace croissante pour la survie. En Inde, nous avons ainsi dû mettre en place un projet d'aide d'urgence pour garantir aux familles et aux bêtes un accès vital à l'eau. Pour en



«El Niño devient une menace pour la survie»

savoir plus, lisez notre article à la page 8. L'eau, c'est la vie ! C'est une phrase que j'entends régulièrement quand je me rends dans les projets que nous appuyons dans les pays du Sud. C'est aussi ce que répètent les femmes et les filles d'Arzérori, une commune de l'Etat sahélien du Niger. Autrefois, elles passaient 6 heures par jour à ramener de l'eau souillée. Aujourd'hui, l'eau potable est pompée depuis une profondeur de plus de 300 mètres, et les filles se rendent à l'école au lieu de faire la queue devant un trou rempli d'eau saumâtre. Mais le chemin pour parvenir à ce résultat a été semé d'embûches, et SWISSAID n'est pas passée loin de l'échec, comme vous le découvrirez à la page 4.

Ces puits et ces actions d'aide d'urgence, ainsi que la lutte, sur un plan politique, pour exiger l'accès à l'eau, ne sont possibles que grâce à vos dons. Je vous remercie de tout cœur pour votre précieuse contribution.

Avec mes meilleures salutations,

Caroline Morel
Directrice

PS : Que pensez-vous de notre nouveau magazine ? N'hésitez pas à nous écrire à info@swissaid.ch Votre avis nous intéresse !



NIGER
ARZÉTORI
swissaid.ch/niger

L'eau potable, source de vie



Les ouvriers travaillent dans des conditions difficiles pour installer les pompes et le château d'eau.

Photo : Idrissa Moussa, SWISSAID Niger

Grâce à la construction de puits, des milliers de femmes et de jeunes filles au Niger ne doivent plus consacrer six heures par jour pour aller chercher de l'eau. Il leur reste du temps pour aller à l'école, se former, travailler. Mais le chemin pour y parvenir a été semé d'embûches.

« Quand SWISSAID a accepté de soutenir notre projet d'approvisionnement en eau potable, nous n'arrivions pas à y croire », raconte une des femmes qui s'était mobilisée pour ce projet. Par le passé, des organisations ou des représentants de l'administration du pays avaient promis leur appui, « avant de s'évanouir dans la nature », déplore-t-elle. C'est qu'au Niger, dans la région accidentée d'Arzérori, les conditions géologiques sont très difficiles. Située à 300 mètres de profondeur, la nappe

phréatique est protégée par d'épaisses couches de glaise et de roche. Il s'en est fallu de peu pour que SWISSAID ne jette l'éponge à son tour.

Au bout d'un an et après plusieurs échecs, l'entreprise spécialisée qui s'était vu confier le forage du puits avait déclaré forfait. « Mais pour nous, il n'était pas question d'abandonner », indique Idrissa Moussa, le responsable de projet sur place. « La situation était trop insupportable. » Les filles et les femmes de 9 villages d'Arzérori pas-

saient 6 heures par jour à puiser et ramener de l'eau sale. Les bancs des filles à l'école restaient donc souvent vides, et les femmes n'avaient pas le temps d'exercer une activité lucrative. L'eau était en outre extrêmement chère : près de 20 centimes pour un bidon de 25 litres de liquide insalubre. Beaucoup devaient s'endetter pour la payer. Par ailleurs, les trous d'eau étaient en si piteux état que des chutes mortelles s'y sont produites. « Heureusement, c'est fini tout ça. »

Des professionnels très expérimentés sont finalement parvenus à atteindre la nappe phréatique, à 314 mètres de profondeur. Les experts ont ensuite installé des pompes, un château d'eau et une conduite longue de plusieurs kilomètres pour permettre de desservir les hameaux, les écoles, les dispensaires et les marchés.

Même les animaux ne veulent plus d'eau putride

« Nous pouvons remercier SWISSAID », a déclaré Hindatou Rabo, s'exprimant au nom des 7000 personnes (et du double de bœufs, chèvres et moutons) qui boivent aujourd'hui une eau propre. Et bon marché : 25 litres coûtent désormais moins d'un centime, ce qui est abordable, y compris pour les plus pauvres. « Même les animaux ne veulent plus d'eau putride, témoignent les femmes d'un village. Notre vie est devenue bien plus facile ! »

Depuis que l'eau est accessible facilement et à bas prix, les observateurs voient apparaître quelques timides signes de prospérité. Les familles ont davantage à manger, car elles dépensent moins d'argent pour l'eau ; et les enfants sont en meilleure santé. Les femmes disposent de davantage de temps pour vendre leurs produits au marché, et peuvent ainsi compter sur un revenu complémentaire. Enfin, les filles sont nettement plus nombreuses dans les salles de classe.

Une mortalité infantile record

Le travail de SWISSAID n'est pourtant pas terminé, du moins pas s'il doit produire des effets durables. Chaque projet d'eau potable doit aller de pair avec

la construction de latrines. Dans les zones rurales du Niger, la grande majorité de la population utilise en effet la nature environnante comme toilettes, ce qui a des conséquences sanitaires désastreuses. Dans ce pays sahélien, plus d'un enfant sur 8 meurt avant l'âge de 5 ans. Sur le plan international, le Niger occupe une triste première place en la matière. De nombreux enfants sont victimes de maladies dues à la consommation d'eau potable souillée, ainsi qu'au manque d'hygiène.

En collaboration avec les chefs de village, SWISSAID a donc planifié l'aménagement de 380 latrines. Des villageois ont été formés à la construction de cabanes d'aisance, et une vaste campagne sur l'utilisation des toilettes a été lancée. Le responsable du projet Idrissa Moussa estime que « la moitié des habitants de nos villages ont actuellement recours à une latrine ». C'est nettement plus que la moyenne nationale de 11%, mais ce n'est pas encore assez. « Au moins, les mères amènent désormais trois fois moins d'enfants au dispensaire pour cause de diarrhée », précise l'infirmier Issoufou Souleymane.

Un concept qui porte ses fruits

A long terme, le rôle le plus important revient cependant aux comités locaux de l'eau que SWISSAID impose pour chaque projet de construction de puits. Le système d'approvisionnement doit en effet être entretenu, ce qui n'est garanti que si la population se partage la responsabilité de la bonne marche du

puits. Un concept que SWISSAID applique avec grand succès depuis des années.

A Arzèreri, l'assemblée du village et la mairie ont élu ensemble un comité de l'eau issu de leurs rangs. Constitué de 5 personnes, dont 2 femmes, qui se partagent les fonctions de trésorier, de gestionnaire et de puisatier, celui-ci veille à ce que les recettes encaissées par les gardiennes de puits atterrissent bien sur le compte bancaire de l'association et servent effectivement à l'entretien. Ce compte affiche d'ores et déjà l'équivalent de plus de 2500 francs. Et ce dans un pays extrêmement pauvre, pourtant connu pour sa corruption, sa mauvaise gestion et son instabilité.

**IDRISSA MOUSSA, ARZERORI
PIA WILDBERGER**



VOTRE AIDE CONCRÈTE

135 francs permettent de financer, au Niger, 100 mètres de conduite acheminant l'eau potable de la station de pompage jusqu'à la population des villages.



Le faible niveau d'eau a une influence directe sur les récoltes.



Une solution pour les paysans : récolter l'eau de pluie.



COLOMBIE
LOS PALMITOS, SUCRE
swissaid.ch/colombie

Ensemble contre les pénuries d'eau

En Colombie, dans la région de Sucre, à l'initiative des producteurs soutenus par SWISSAID, différents acteurs se sont concertés afin d'améliorer la gestion des réserves d'eau, qui tendent à diminuer dangereusement, en raison du changement climatique.

C'est à l'occasion des rencontres, organisées à l'initiative de la population paysanne de Los Palmitos, soutenue par SWISSAID, que le professeur Leonardo Donado, professeur d'hydrologie à l'Université Nationale de Colombie, a sonné l'alarme : « Sans un véritable changement dans la gestion de l'eau dans cette région, il n'y en aura plus pour personne », a-t-il averti, avant d'appeler chacun – la population, les industriels, les responsables politiques – à prendre leurs responsabilités « pour construire une nouvelle culture ».

C'est que la situation est grave dans la région des Montes de María, dans le nord-ouest de la Colombie, où les réserves d'eau diminuent 20 fois plus rapidement qu'elles ne se reconstituent. Résultat : une baisse de la nappe phréatique préoccupante, alors que la pression démographique demeure constante. « Si aucune amélioration n'intervient, les habitants devront migrer pour aller chercher un travail précaire dans les villes », s'inquiète Sabina Schmid, responsable de

programme pour la Colombie. Les exploitants des mines environnantes, qui détourneraient illégalement d'importantes quantités d'eau, portent une grande part de responsabilité. Mais ce sont les 2800 familles de paysans de Los Palmitos qui sont les plus touchées. Ces dernières avaient élaboré, il y a quelques années déjà, un plan de développement pour lutter contre le changement climatique, qui encourage la conversion à des méthodes agricoles écologiques et permet ainsi de ménager les sols et les ressources, de reboiser les zones autour des sources et de retenir l'eau de pluie.

Dans ce contexte, et face à l'urgence de trouver des solutions pour garantir les récoltes et la survie de toute la région, la population, appuyée par SWISSAID, a organisé une table ronde qui a réuni l'ensemble des acteurs concernés par la gestion de l'eau dans la zone des Montes de María.

Les villageois et les responsables politiques locaux, ainsi que les acteurs économiques, semblent en tout cas décidés à collaborer ensemble pour par-

venir à une meilleure gestion de l'eau. A preuve : l'invitation à une prochaine rencontre sera signée par le gouverneur de la région, le ministère du développement durable et SWISSAID.

PIA WILDBERGER
WALQUIRIA PEREZ, BOGOTA



VOTRE AIDE CONCRÈTE

En Colombie, un don de **200 francs** couvre par exemple les honoraires hebdomadaires d'un spécialiste qui aide les paysans à adopter des méthodes de culture agroécologiques. Les communautés financent elles-mêmes les bassins de rétention des eaux pluviales.

Denrée rare

Trop d'eau pour certains, pas assez pour d'autres, et en plus souillée, vecteur de maladies. Qui, pour quoi, comment ? L'eau dans tous ses états, en quelques chiffres.

842 000

femmes et enfants de moins de 5 ans meurent chaque année de maladies qui pourraient être évitées avec une meilleure hygiène et de l'eau propre.

24%

de la population mondiale a uniquement accès à une eau souillée par des bactéries.

92

litres d'eau sur 100 sont utilisés, à l'échelle mondiale, pour l'agriculture : irrigation des champs, animaux et production de fourrage.

81%

des personnes ne se lavent pas les mains au savon.

36%

de la population mondiale n'a aucun accès à des toilettes respectant des normes d'hygiène. Au Niger, 89% des habitants en régions rurales n'ont pas de latrines. Ils passent **2,5 jours** par an à chercher un endroit dans les arbustes pour faire leurs besoins.

Sources : OMS, Unicef, waterfootprint.org, Tropical Medicine & International Health



Sécheresse en Inde : pas d'eau, pas de revenus

Après 4 années sans pluies suffisantes, les nappes phréatiques de la région du Marathwada se sont taries. La sécheresse qui s'est abattue sur les populations cette année a été la pire depuis des décennies. De nombreux paysans ont perdu leurs récoltes, leurs revenus et même leur goût de vivre.



Des tranchées sont creusées afin de retenir le peu d'eau à disposition.

Des températures supérieures à 45 degrés, des puits taris, des jeunes filles qui s'évanouissent à cause de la chaleur en allant chercher de l'eau. A cela s'ajoutent des paysans qui, pour la quatrième année de suite, voient leurs semences se dessécher et le bétail mourir de soif, s'endettent, et ne voient plus d'autres issues que le suicide : telle est la dure réalité de la région du Marathwada.

Cette région située dans l'Etat du Maharashtra est particulièrement touchée par la sécheresse. En 2015, 1130 paysans se sont donné la mort, et près de 400 ont fait de même durant les 4 premiers mois de cette année. Les paysans, les personnes sans terres et les femmes cheffes de famille ont le plus souffert. Pour eux, la sécheresse met leur existence même en péril.

En tant qu'ouvrière agricole, Sujata, 25 ans, a du mal à faire vivre sa fa-

mille en temps normal. « En raison de la sécheresse, je ne trouvais presque plus de travail », déclare-t-elle. « Je ne pouvais pas acheter de lait pour mes enfants. Quand ils pleuraient de faim, je leur donnais du sirop de sucre ou j'essayais de les faire dormir le ventre vide. »

Aujourd'hui, Sujata va mieux. Elle creuse des tranchées et des bassins de rétention, contribuant ainsi à mieux protéger la terre durant les périodes de sécheresse. Son salaire est payé par SWISSAID. Outre ce programme de travail, notre aide d'urgence comprend la distribution d'eau et d'aliments ainsi que des soins médicaux et psychologiques pour la prévention des suicides.

L'aide d'urgence quadruplée

En mars 2016, nos partenaires ont installé les premières citernes de 2000

litres pour l'eau potable et les abreuvoirs, distribué des aliments et lancé des programmes de travail. Tous ces efforts n'ont cependant pas suffi. Heureusement, dès le mois de mai, la générosité de nos donateurs, ainsi que la mobilisation efficace des équipes sur place, nous ont permis de multiplier par quatre le budget à disposition. Ce qui nous a permis de soutenir en définitive 35 800 familles dans 90 villages.

Entretemps, la mousson est arrivée, permettant à l'agriculture de redémarrer. Mais nous continuons à distribuer des aliments et à fournir du travail à des personnes sans emploi. A mesure que le réchauffement climatique s'intensifiera, les sécheresses se multiplieront. Dans nos projets, nous apprenons donc aux gens à protéger les sources d'eau, à améliorer la capacité de rétention d'eau du sol et à se préparer pour les périodes de sécheresse avec des semences résistantes, une irrigation moins gourmande en eau et des mesures destinées à améliorer les revenus.

ZORA SCHAAD



VOTRE AIDE CONCRÈTE

Un don de **58 francs** permet de financer, par exemple, des tuyaux métalliques et des réservoirs pour que 5 familles indiennes puissent construire un système d'irrigation simple dans leur champ.

Photo : SWISSAID Inde



**TCHAD
MAÏNGAMA**
swissaid.ch/tchad

Une cohabitation apaisée entre communautés

Dans le sud du Tchad, la cohabitation de la population avec des milliers de réfugiés et de « retournés » génère de vives tensions. Les actions de l'APLFT, soutenue par SWISSAID, contribuent à les apaiser et à résoudre les conflits entre les communautés.

Sur le site de Maïngama, près de la ville de Maro, au sud du Tchad, des milliers de personnes d'origine tchadienne, revenues au pays après avoir fui les violences en République centrafricaine (RCA) toute proche – et donc appelées les « retournés » par la population – vivent dans des conditions extrêmement précaires. Celles-ci se sont encore dégradées avec le départ progressif des organisations humanitaires. Pourtant, le Tchad figure parmi les 10 pays au monde accueillant le plus grand nombre de réfugiés.

De nombreux réfugiés au Tchad

« Certains ont tout perdu et vécu des traumatismes. Ils ne veulent plus retourner en RCA. La préoccupation maintenant c'est de leur trouver des

terres », explique Adimadje Otoibe, délégué régional de l'APLFT, l'Association pour la promotion des libertés fondamentales au Tchad, partenaire de SWISSAID. Dans un contexte où les ressources naturelles – espaces cultivables, pâturages, bois, eau – étaient déjà rares, cet afflux de retournés additionné aux plus de 60 000 réfugiés vivant dans la région attise les tensions avec la population hôte. « La population les voit comme des gens qui viennent occuper leurs terres. Les gens sont mécontents qu'on assiste les « retournés » mais pas eux. » Les « retournés » du site de Maïngama, qui s'étend sur 10 km de long et 1 km de large, sont victimes de diverses discriminations et d'exactions : « Les éleveurs dévastent les champs que nous cultivons et nous disent : vous n'êtes pas d'ici, ce n'est pas votre terre, restez dans vos tentes », témoigne l'un d'eux.

d'excellents résultats. Des représentations théâtrales sur les conflits entre éleveurs et agriculteurs, les mariages précoces et les violences conjugales ont attiré jusqu'à 500 personnes. « Et ça marche », explique Safia Mahamat, une jeune « retournée » formée comme relais communautaire par l'APLFT. « Les gens se sont regardés comme dans un miroir, cela permet de changer les mentalités, les comportements. » Il y a quelques mois, l'association a également organisé un forum sur la cohabitation pacifique. « Avant, on avait peur d'aller vers les villages environnants. Ce forum nous a donné le courage d'aller les rencontrer », témoigne Yahaya Youssouf, délégué d'un village du site de Maïngama. De quoi redonner de l'espoir à l'ensemble de la population.

RAÏSSA LARROSA, MAÏNGAMA

Des activités culturelles pour apprendre le respect

Afin d'apaiser les tensions, l'APLFT a mobilisé un coordinateur et 5 cliniciens mobiles, tous juristes, qui se déplacent dans la région pour proposer une assistance juridique gratuite à celles et ceux qui en ont besoin. L'association accompagne en justice les victimes de violences et assiste les personnes d'origine tchadienne de retour dans leur pays dans leurs démarches pour obtenir leurs actes de naissance et des cartes d'identité. Sur le site de Maïngama et à Maro, des activités sportives et culturelles sont organisées pour les jeunes, pour leur apprendre à se comprendre et à se respecter, avec



Dans le camp de réfugiés de Maïngama.



VOTRE AIDE CONCRÈTE

Avec 420 francs, vous payez le salaire d'un juriste, qui accompagne les retournés dans leurs démarches pour obtenir leurs papiers d'identité. L'organisation d'une réunion de médiation coûte 60 francs.

EN BREF

L'« APPEL » RECUEILLE 36 000 SIGNATURES



L'« Appel contre la faim et la pauvreté » lancé par plus de 75 organisations – dont SWISSAID – a remporté un beau succès : 36 000 personnes ont signé la protestation contre les coupes envisagées dans le budget fédéral de la coopération au développement pour les 4 prochaines années. L'appel a été remis fin mai à des conseillers nationaux de 7 partis politiques qui, peu après, ont débattu de ce sujet controversé au Parlement. Lors du vote, les arguments exposés dans l'Appel l'ont finalement emporté sur les propositions d'économies de l'UDC et du

PLR. Le Conseil national a renoncé à procéder à des coupes trop drastiques dans le budget de la coopération au développement. Mais le budget de la coopération au développement de la Suisse est tout de même passé d'un peu plus de 0,5% du revenu national brut à 0,48%. Les propositions demandant qu'une partie des montants alloués à l'aide au développement soient détournés pour financer la politique d'asile n'ont pas trouvé de majorité. Le Conseil des Etats statuera sur le projet à la session d'automne. LK

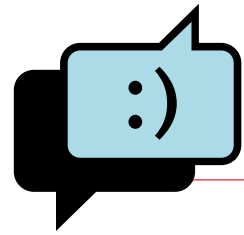
ENGAGEMENT EN FAVEUR DE LA TRANSPARENCE

L'idée est venue de David Cameron, alors Premier Ministre britannique. Fin mai 2016, des dizaines de hauts responsables politiques ont répondu à son invitation d'assister au premier sommet mondial anti-corruption à Londres. Le ministre suisse des Affaires étrangères Didier Burkhalter s'y est également rendu. A l'ordre du jour figurait notamment la transparence dans le négoce de matières premières, un moyen efficace de lutte contre la corruption

dans les pays riches en matières premières. Avec 13 autres pays et la Commission européenne, la Suisse s'est engagée à Londres en faveur d'un « dialogue avec d'autres grandes places de négoce de matières premières ». Le but est d'envisager des possibilités pour soumettre les paiements effectués par des entreprises de négoce de matières premières à des gouvernements aux mêmes directives que celles s'appliquant aux flux financiers de



sociétés d'exploitation de matières premières. Reste à déterminer où et quand ce dialogue aura lieu. LK



BONNES NOUVELLES

Hissène Habré est le premier dictateur à comparaître devant un tribunal spécial africain. Agé de 73 ans, l'ex-président tchadien surnommé le « boucher du Tchad », a fait régner la terreur sur ce pays du Sahel jusqu'en 1990. Il est désormais condamné à la prison à vie pour crimes contre l'humanité, esclavage, torture, meurtres, enlèvements et prostitution forcée. Le tribunal a été créé sous l'égide de l'Union africaine, au Sénégal.

« C'est aujourd'hui le dernier jour de la guerre », a déclaré le chef des FARC qui a paraphé fin juin 2016 un accord de cessez-le-feu aux côtés d'un représentant des autorités colombiennes. Même si l'accord de paix définitif doit encore être signé par l'ensemble des parties, (après le délai de rédaction de notre magazine), SWISSAID, active en Colombie, se réjouit d'ores et déjà de l'aboutissement de ce processus, qui devrait mettre un terme aux violences qui déchirent ce pays depuis des années.

Le magazine « Donos da Bola » a été élu SWISSAID meilleure organisation non gouvernementale internationale en Guinée-Bissau, en Afrique de l'Ouest. Selon le jury, SWISSAID contribue largement au développement du pays et touche de larges couches de la population. Ce dont nous nous réjouissons !

Photos: Martin Bichsel; Alliance Sud; IIP Photo Archive; REUTERS/Joaquin Sarmiento

La fin des violences ?

Après plus de 50 ans de guerre civile, la Colombie s'apprête à signer des accords de paix. Enfin ! Les conflits et les intérêts divergents seront désormais résolus lors de discussions pacifiques. Ou lors d'événements sportifs et avec fair-play, comme ici lors d'un combat de lutte, qui est également un sport populaire en Colombie.



Photo : David Besa, Remix SWISSAID

Brevets : les autorités se renvoient la balle

Cela fait des années que l'Office européen des brevets octroie allègrement des brevets sur des tomates et du brocoli obtenus de manière conventionnelle. Mais aujourd'hui, les choses bougent. Une décision de principe doit être prise d'ici à la fin de l'année.

Imaginez un peu : un chercheur abandonne son programme de sélection du brocoli parce que Monsanto a fait breveter toutes les variétés de brocoli à longue tige. Ou bien une entreprise suisse menant un programme de sélection de salade s'occupe surtout de retirer les propriétés brevetées pour pouvoir développer de nouvelles variétés.

Un cauchemar ?

Du pessimisme pur et simple ?

Pas du tout !

Ces exemples réels montrent seulement que les brevets entravent la sélection végétale, et non l'inverse.

A noter : nous parlons ici de plantes brevetées obtenues selon des méthodes conventionnelles, pas de plantes transgéniques. Cette pratique de l'Office des brevets a de lourdes conséquences : les bases de notre alimentation sont privatisées, dans l'indifférence des responsables politiques et des médias suisses.

L'Office des brevets fait partie des bénéficiaires

Parallèlement, la résistance contre le brevetage de plantes parfaitement normales s'amplifie. Fin juin, la coalition européenne «No Patents on Seeds»

(«Pas de brevets sur les semences»), cofondée par SWISSAID, a envoyé un signal fort : elle a remis au président du conseil d'administration de l'Office européen des brevets (OEB), à Munich, plus de 800 000 signatures, dont 40 000 recueillies en Suisse. Sa revendication : l'arrêt immédiat de l'octroi de brevets sur des plantes obtenues au moyen de méthodes conventionnelles.

Comme d'habitude, l'OEB n'a pas vraiment prêté une oreille attentive. Rien d'étonnant puisqu'il se finance à partir des droits perçus sur les brevets, ce qui en fait un bénéficiaire de cette pratique.

Il y a toutefois des raisons d'espérer, puisque le sujet est débattu depuis le début de l'année au sein de l'Union européenne. Outre les principales organisations européennes de paysans et de sélectionneurs ainsi que de nombreux représentants de la société civile, les gouvernements des pays les plus actifs dans le domaine de l'obtention, à savoir les Pays-Bas, la France et l'Allemagne, ont pris position contre ces brevets. Une proposition de solution de l'UE est attendue d'ici à la fin de l'année. Reste à savoir en quoi celle-ci consistera.

L'Office des brevets n'a rien à voir avec l'Union européenne

Dans cette affaire, le point déterminant est que l'OEB décide lui-même. Cette organisation intergouvernementale autonome est en effet indépendante de l'Union européenne. Le pouvoir décisionnaire y appartient aux Etats membres de la Convention sur le brevet européen, c'est-à-dire à la Suisse et à 37 autres pays.

Quelle est donc la position de la Suisse en matière de brevets ? La réponse à cette question n'est pas claire. A l'Institut fédéral de la propriété intellectuelle, on affirme avec diplomatie vouloir « s'engager pour une discussion critique ». Plus inquiétant, le Conseil fédéral a estimé récemment, en réponse à une interpellation de la Conseillère nationale Maya Graf, qu'il n'était « pas nécessaire d'intervenir » sur cette question.

SWISSAID demande aux autorités helvétiques de se positionner clairement contre les brevets portant sur des plantes obtenues au moyen de méthodes conventionnelles. Nous continuerons en outre de nous opposer à ces brevets en introduisant des recours ciblés auprès de l'OEB.

Rapport actuel « Patente auf Pflanzen und Tiere : Jetzt müssen Europas Politiker handeln » à l'adresse swissaid.ch/de/gentechnologie-patente (en allemand)

FABIO LEIPPERT,
POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT

Une « Nouvelle Alliance » pour industrialiser et privatiser l'agriculture

Au mois de juin dernier, le Parlement européen a approuvé un rapport très critique sur une initiative qui ouvre le marché agricole africain à l'agrobusiness mondialisé.

La « Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition » (NASAN), lancée en 2012 dans le cadre du G8, mise sur les investissements de grandes sociétés privées et sur l'agriculture intensive pour soi-disant « sortir 50 millions de personnes de la pauvreté d'ici 2020 » en Afrique subsaharienne. En contrepartie de ces investissements, la dizaine de pays africains qui ont rejoint cette Alliance sont sommés de modifier leur législation sur l'accès à la terre, l'utilisation de semences certifiées ou encore la fiscalité pour faciliter les investissements privés dans le secteur agricole.

Face aux nombreuses critiques émanant de la société civile à l'égard de la NASAN, en Europe comme en Afrique, le Parlement européen a demandé à l'ancien rapporteur de l'ONU pour le droit à l'alimentation, Olivier de Schutter, de rédiger le rapport qui a été présenté en juin. « La NASAN promet une agriculture à grande échelle, de monoculture, et remplace les petites parcelles par de grandes surfaces, qui font appel à des travailleurs agricoles », relève-t-il. Avec, en filigrane, la crainte que les paysans qui pratiquent une agriculture familiale sur de petites parcelles, ne se retrouvent complètement marginalisés.

De nouveaux marchés pour Syngenta et Nestlé

Dans son rapport, approuvé à une large majorité par le Parlement européen le 7 juin dernier, Olivier de

Schutter dresse la longue liste des « effets pervers » de cette Nouvelle Alliance, qui renforce le phénomène de l'accaparement de terres ainsi que la dépendance à l'égard des semences certifiées hybrides et transgéniques, au détriment des semences locales ; qui promeut l'usage de produits phytosanitaires fabriqués par les sociétés membres de l'Alliance ; et qui contribue à appauvrir la biodiversité d'un écosystème déjà fragilisé.

L'agroécologie est la solution

SWISSAID déplore pour sa part que des multinationales suisses telles que Nestlé, Syngenta et Swiss Re fassent partie de la NASAN, aux côtés des plus grands noms de l'agrobusiness. « Cette Alliance vise à favoriser la pénétration par ces entreprises des nouveaux marchés qui s'ouvrent en Afrique », constate Olivier de Schutter.

A ses yeux, entre le statu quo et l'agriculture industrielle, l'agroécologie apparaît comme une voie bien plus prometteuse pour dynamiser l'agriculture familiale à petite échelle, et faire face aux défis du futur. Et ce sans recourir massivement aux intrants chimiques promus par Syngenta et la société norvégienne Yara International, deux poids lourds de la NASAN. SWISSAID ne dit pas autre chose.

CATHERINE MORAND,
POLITIQUE DE
DÉVELOPPEMENT

SWISSAID au Festival cinémas d'Afrique

SWISSAID est partenaire du 11^e Festival cinémas d'Afrique qui se tient du 18 au 21 août 2016 à la Cinémathèque suisse à Lausanne. Un partenariat apprécié par SWISSAID, qui accorde une place importante, dans ses projets, au respect de la culture et des savoir-faire locaux.

SWISSAID parraine plus particulièrement un film, qui évoque plusieurs problématiques sur lesquelles nous sommes actifs, telles que l'alphabétisation, l'accès à l'eau, la préservation et le respect de la diversité tant biologique que culturelle, le pillage des ressources et l'accaparement des terres.

Il s'agit du film malgache « Rendala, le Mikea », d'Alain Rakotoarisoa, qui sera projeté le samedi 20 août à 14h30, au Salon Bleu de la Cinémathèque suisse, et sera suivi d'un débat avec le public, animé par Catherine Morand, responsable de l'antenne romande de SWISSAID.

Ce film tourné dans le sud-ouest de Madagascar, met en scène les Mikea, une population qui y vit depuis toujours de la chasse et de la cueillette. Un programme de protection de l'environnement les encourage à quitter leurs terres ancestrales, et à s'installer ailleurs, en échange d'un accès à l'eau, d'un centre de soins, d'écoles pour les enfants. On suit le parcours de Rendala, qui a quitté sa forêt natale et une partie de sa communauté qui a fait le choix de rester, sensible à des promesses de vie « moderne » et meilleure, qui ne se sont jamais concrétisées. CMO

« Rendala, le Mikea », projection le samedi 20 août à 14h30, Festival cinémas d'Afrique, Cinémathèque suisse



« TROP RICHES, TROP PAUVRES », UN LIVRE CHOC À LIRE ABSOLUMENT

Sur le même modèle que le fameux livre de Rudolf Strahm « Pourquoi sont-ils si pauvres » qui avait marqué toute une génération dans les années 80, ce livre publié par la Cotmec, la Commission tiers-monde de l'Eglise catholique, montre d'une manière très claire, fiches à l'appui, que la misère du « tiers-monde » n'est pas due à une pénurie de ressources sur la planète, mais bien à des choix économiques et politiques qui ne laissent guère de chances à une part croissante de l'humanité.

Ce livre tient compte des bouleversements majeurs qui ont eu lieu depuis 40 ans. On y apprend par exemple qu'alors que le travail devient de plus en plus précaire, la part des bénéfices des grandes sociétés cotées en bourse reversée aux actionnaires, est passée de 30% en 1980, à 85% en 2012. La faim dans le monde, l'environnement, font également l'objet de fiches classées par thèmes et commentées, assorties de pistes alternatives et d'initiatives citoyennes, pour ne pas rester les bras croisés face à un tel désastre. CMO

« Trop riches, trop pauvres », Héléne Bourban, Sophie de Rivaz, Martyna Olivet, Michel Bavarel, Edouard Dommen, Claude Fol, Gilbert Rist, Cotmec, Editions d'en bas, Association Cotmec, juin 2015



Photo : Tom Wüthrich

«Le Tchad m'a beaucoup donné. Je tiens à lui en rendre une partie.»

CLAUDIA KÄSLIN Cette responsable de l'enseignement spécialisé dans une école soutient un projet de défense des droits humains au Tchad. Explications.

1 Claudia Käslin, vous avez passé votre enfance au Tchad. Que gardez-vous de cette période ?

L'amour de la musique africaine. Une certaine flexibilité : les Africains doivent sans cesse s'adapter à un quotidien que nous qualifierions de «catastrophique». La confiance que la roue finit toujours par tourner. De la sérénité. De la tolérance vis-à-vis des personnes différentes. Une prédilection pour les températures supérieures à 30 degrés.

2 Pourquoi faites-vous des dons ?

Le Tchad m'a beaucoup donné, je tiens donc à lui en rendre une partie. Je suis encore très attachée à ce pays et à ses habitants, même si je ne peux pas y retourner aussi souvent que mes parents, qui y avaient fondé une mission.

3 Pourquoi soutenez-vous un centre de conseil juridique pour les plus démunis ?

Le Tchad n'est pas un Etat de droit : il est

fréquent que les citoyens y soient floués. Seuls ceux qui connaissent les bonnes personnes ou qui ont de l'argent ont une chance. J'accorde beaucoup d'importance au professionnalisme et à l'efficacité. Le projet doit bénéficier à un groupe élargi de Tchadiens, pas seulement à des personnes individuelles. J'apprécie que SWISSAID soit libre de toute appartenance confessionnelle et politique, mais qu'elle défende en même temps des positions claires.

4 Que transmettez-vous du Tchad à vos enfants ?

J'essaie de montrer à mes enfants combien nous sommes privilégiés ici en Suisse et que partager est important, au niveau local avec la famille et les amis, comme à l'échelle internationale.

5 Quand tout ne se déroule pas comme prévu, êtes-vous frustrée ?

Je suis toujours étonnée que des gens puissent s'énervier pour un retard de train de trois minutes. Non. Je suis trop Africaine pour cela.

**DÉS CADEAUX
ORIGINALS**
Pour petits et grands. Et tous
nos certificats cadeaux sur
boutique.swissaid.ch

PLACE DU MARCHÉ



Des pochettes de soie d'Inde

Cousues et brodées par un groupe de femmes du Gujarat, en Inde, ces pochettes de soie peuvent servir d'étuis à lunettes, de housses pour téléphone portable ou de petits sacs à porter en bandoulière. Chaque étui est une pièce unique. Dimensions : 9 x 17 cm

Prix: Fr. 22.-

Lot de 3 pièces: Fr. 55.-

Retrouve-clés



Le retrouve-clés de SWISSAID augmente vos chances de retrouver votre trousseau de clés perdu. Pour peu que quelqu'un les trouve et les glisse dans une boîte aux

lettres, SWISSAID s'engage à vous renvoyer vos clés directement à la maison, par La Poste, grâce au numéro d'identification indiqué sur le retrouve-clés. Ce service est gratuit et à durée illimitée. Cela vous semble facile et efficace ? Ça l'est !

Prix : Fr. 29.-

100 mètres de conduites d'eau

Offrez un certificat cadeau à vos proches pour des conduites d'eau, qui seront mises à disposition de familles paysannes. Les canalisations, installées par la population, transportent l'eau sur des pentes escarpées jusqu'aux villages. L'accès à l'eau potable change la vie, améliore l'hygiène et les récoltes. Frais de port offerts.



Prix : Fr. 135.-



Stylos à bille en forme d'animaux

Ces stylos existent en plus de 20 motifs différents, du flamant rose à la girafe. Ils ont été fabriqués et peints à la main par des artisans indiens. Un travail correctement rémunéré qui leur a assuré un revenu équitable.

Assortiment de 6 pièces différentes: Fr. 36.-



TALON DE COMMANDE

Des conduites d'eau

- ☐ Certificat(s) cadeau à Fr. 135.- pour 100 mètres de canalisation afin que l'eau coule dans les villages (frais de port offerts).

Pochettes de soie d'Inde

- ☐ Pochette(s) à Fr. 22.-
☐ Lot(s) de 3 pièces à Fr. 55.-

Stylos à bille en forme d'animaux

- ☐ Assortiment(s) de 6 stylos à bille colorés à Fr. 36.-

Retrouve-clés

- ☐ Retrouve-clés à Fr. 29.-

Fonds SWISSAID pour le futur

- ☐ J'aimerais en savoir plus sur les possibilités d'inscrire SWISSAID sur mon testament ou de faire une donation. Merci de me faire parvenir votre brochure sur les legs et donations.

Merci d'utiliser les bulletins de versements pré-imprimés pour vos dons, ce qui nous évite des frais. Vous pouvez nous envoyer toute remarque concernant votre don au moyen de ce talon ou dans un courrier séparé. Prière d'affecter mon don

Au projet

Au pays

Au thème

Nom, prénom

No de référence Date de naissance

Téléphone

Rue

NPA/localité

Date Signature

* Les frais de port et d'emballage sont facturés en sus, sauf pour les certificats cadeaux pour lesquels ils sont offerts. Votre commande sera accompagnée d'une facture.

Talon à renvoyer : **par courriel à info@swissaid.ch ou par courrier à SWISSAID, Rue de Genève 52, 1004 Lausanne.**

**CHANGER
L'AVENIR**